

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) COMMUN À TOUS LES LOTS

Pouvoir Adjudicateur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (D.R.I.E.A.T) - Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)

Représentant Du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France

Objet De La Consultation

Entretien annuel de l'assainissement et des dépendances vertes du réseau routier national de l'arrondissement gestion exploitation de la route Est (AGER Est) de la DIRIF

Remise Des Offres

Date limite de réception : 15/01/2025

Sommaire

ARTICLE 1. Objet et normes – dispositions générales.....	3
1.1. Objet du marché et normes.....	3
1.2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	3
1.3. Point de départ du délai d'exécution de la période de préparation.....	4
1.4. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1.5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1.6. Contrôle des coûts de revient.....	8
1.7. Dispositions générales.....	8
ARTICLE 2. Pièces constitutives du marché.....	15
ARTICLE 3. Prix – Variation dans les prix – Règlement des comptes.....	16
3.1. Tranche(s) Optionnelle(s).....	16
3.2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	16
3.3. Variation dans les prix.....	17
3.4. Paiement des sous-traitants.....	18
ARTICLE 4. Durée du marché et délai d'exécution – Pénalités, primes et retenues.....	19
4.1. Durée du marché et délais d'exécution.....	19
4.2. Prolongation du délai d'exécution.....	19
4.3. Pénalités pour retard d'exécution.....	19
4.4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	20
4.5. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	20
4.6. Indemnités pour annulation tardive du fait du maître d'ouvrage.....	21
ARTICLE 5. Clause de financement et de sûreté.....	21
5.1. Retenue de garantie.....	21
5.2. Avances.....	21
ARTICLE 6. Qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	22
ARTICLE 7. Préparation et exécution du marché.....	22
7.1. Procédures liées au code du travail.....	22
7.2. Programme de préparation.....	23
7.3. Conditions d'exécution.....	23
7.4. Conditions d'intervention.....	25
7.5. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	25
7.6. Dispositions à prendre pendant la mise en place du marché :.....	26
7-7. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site.....	26
ARTICLE 8. Contrôle, admissions et garanties.....	26
8.1. Vérifications qualitatives et quantitatives.....	26
8.2. Garantie(s).....	27
ARTICLE 9. Résiliation.....	27
ARTICLE 10. Dérogations aux documents généraux.....	28

ARTICLE 1. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ ET NORMES

Le présent marché a pour objet l'entretien annuel de l'assainissement et des dépendances vertes du réseau routier national de l'AGER Est de la DIRIF.

Le lieu d'exécution des prestations est le Réseau Routier National géré par l'AGER Est de la Direction des Routes d'Île-de-France, défini au CCTP. Une carte du réseau DIRIF est annexée au CCTP et présente notamment le réseau de l'AGER Est.

Dispositions générales/Normes

Le CCAG applicable est le CCAG 2021 fournitures et services.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET FORME DES NOTIFICATIONS

1.2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire (ci-après le maître d'ouvrage) :

1. Le chef d'arrondissement ou de service pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).
2. Le chef de bureau, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires

au paiement ;

- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 27 et 28 du CCAG).

1.2.2. Notification des décisions

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui sera utilisée pour les notifications, est celle mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1.3. POINT DE DÉPART DU DÉLAI D'EXÉCUTION DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION

Un ordre de service signé du RPA lancera la période de préparation, d'une durée maximale d'un mois, qui comprend notamment l'établissement, la reproduction et la transmission au pouvoir adjudicateur pour visa avant exécution des documents listés ci-après :

- l'établissement d'un plan de prévention de l'entrepreneur, ses co-traitants et sous-traitants conforme au cahier des clauses générales de sécurité (CCGS et son annexe).;
- l'établissement du Schéma d'organisation et de Suivi des Déchets (SOSED) ;
- l'établissement des procédures conformément aux spécifications du CCTP ;
- la décomposition des prix globaux forfaitaires.

1.4. DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Les prestations sont alloties en branches d'activités selon la décomposition suivante :

Lot 1 : Entretien annuel de l'assainissement fermé du réseau routier national relevant de l'AGER Est de la DIRIF

Lot 2 : Entretien annuel de l'assainissement ouvert du réseau routier national relevant de l'AGER Est de la DIRIF

Lot 3 : Évacuation de terres issues de dérasement et curage de fossés

Lot 4 : Entretien des dépendances vertes sur le réseau de l'AGER Est

Lot N°1 : Entretien annuel de l'assainissement fermé du réseau routier national relevant de l'AGER Est de la DIRIF

Le lot est décomposé une tranche ferme et une tranche optionnelle.

TRANCHE	OBJET DE LA TRANCHE (se référer aux notices techniques)	DUREE DE LA TRANCHE
Tranche ferme	Nettoyage des caniveaux fermés et de conduites en béton, des chambres de dessablage qui se trouvent sur le réseau de l'AGER EST, avec évacuation des boues vers un centre agréé de classe 1 ou 2.	10 mois
Tranche optionnelle 1	Prestations similaires à la tranche ferme, qui concernent le réseau d'assainissement de Villeparisis - Bassin A140 Ext PR9 environ.	10 mois

Lot N°2 : Entretien annuel de l'assainissement ouvert du réseau routier national relevant de l'AGER Est de la DIRIF

Le lot comportera une tranche ferme et 5 tranches optionnelles désignées ci-après

TRANCHE	OBJET DE LA TRANCHE (se référer aux notices techniques)	DUREE DE LA TRANCHE
Tranche ferme	Ensemble des travaux de curage et réalisation de saignées sur le réseau de l'AGER est	10 mois

Tranche optionnelle 1	Villeparisis- Bassin A140 Ext PR9 environ. Prestations similaires à la tranche ferme mais ne concerne que la zone qui dépend du CEI de Villeparisis	10 mois
Tranche optionnelle 2	Brie Comte Robert : curage, balayage, recherche & dégagement de grilles et bétonnage autour des grilles en TPC du PR 18+100 au PR 20+000 N104	10 mois
Tranche optionnelle 3	Brie Comte Robert : dérasement, curage, balayage, recherche & dégagement de grilles et bétonnage autour des grilles en TPC du PR 20+100 au 20+400 N104	10 mois
Tranche optionnelle 4	Brie Comte Robert : Curage de cunette en terre sens intérieur du PR 21+050 au PR 21+250	10 mois
Tranche optionnelle 5	Brie Comte Robert : dérasement d'accotement ; curage de cunette en terre sens extérieur du PR 21+050 au PR 21+250	10 mois

Il n'est prévu ni indemnité de dédit ni rabais sur la (es) tranche(s) optionnelle(s).

La décision d'affermissement de la (des) tranche(s) optionnelle(s) sera(ont) prise(s) au plus tard 280 jours à compter de la notification de la tranche ferme.

Les tranches optionnelles pourront être affermies sans suivre leur numérotation chronologique.

Lot N°3 : Évacuation de terres issues de dérasement et curage de fossés

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

Lot N°4 : Entretien des dépendances vertes sur le réseau de l'AGER Est

Le marché comportera une tranche ferme et 7 tranches optionnelles désignées ci-après

TRANCHE	OBJET DE LA TRANCHE (se référer aux notices techniques)	DUREE DE LA TRANCHE
Tranche ferme	Ensemble des travaux de débroussaillage/abattage sur les CEI de Villeparisis et Champigny	10 mois
Tranche optionnelle 1	Bassins A140 Ext PR 9 environ Prestations similaires à la tranche ferme concerne le CEI de Villeparisis	10 mois
Tranche optionnelle 2	RN3 – Jour Prestations similaires à la tranche ferme concerne le CEI de Villeparisis	10 mois
Tranche optionnelle 3	A104 Int Torcy – Jardins ouvriers Prestations élagage et un peu d'abattage d'arbres concerne le CEI de Villeparisis	10 mois
Tranche optionnelle 4	N330 – Jour concerne le CEI de Villeparisis	10 mois
Tranche optionnelle 5	A4 PK 0 à 12+700 Cela ne concerne que le CEI de Champigny	10 mois
Tranche optionnelle 6	A86 PK 29 à 42+700 Cela ne concerne que le CEI de Champigny	10 mois
Tranche optionnelle 7	RN 406 PR 0+000 à 6+000 Cela ne concerne que le CEI de Champigny	10 mois

Il n'est prévu ni indemnité de dédit ni rabais sur la (es) tranche(s) optionnelle(s).

La décision d'affermissement de la (des) tranche(s) optionnelle(s) sera(ont) prise(s) au plus tard 280 jours à compter de la notification de la tranche ferme.

Les tranches optionnelles pourront être affermies sans suivre leur numérotation chronologique.

1.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ, PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

1.5.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

1.5.2. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet

effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.3 du présent CCAP.

1.6. CONTRÔLE DES COÛTS DE REVIENT

Sans objet.

1.7. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.7.1. Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

1.7.2. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 38 à 45 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette

liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.7.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.3.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"j'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du..... ayant pour objet....."

Mes demandes de paiement seront libellées en **euros** et soumises aux modalités de l'article 3.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au pouvoir adjudicateur ou son représentant une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.3.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1.7.4. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 1 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux

mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à la personne publique dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.7.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.4. ci-dessus.

1.7.6. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.7.7. Clauses sociales et environnementales

1-7.7.1. Clauses sociales

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'après l'article L 2112-2 du Code de la Commande Publique.

A / L'éligibilité des publics dans la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale :

Les personnes concernées, en regard des articles L 5132-1 et L 5132-13 du Code du Travail par cette action sont notamment :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage), sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois au cours des 12 derniers mois)
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité,
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP)
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes,
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi,
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,

- les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH),
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- les personnes prises en charge par les structures de l'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code de travail¹ ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Établissements Publics d'Insertion et de la Défense (EPIDE), les Écoles de la deuxième chance (E2C),
- les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire, régie d'établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité du public doit être validée avant la mise en emploi par le facilitateur ci-après désigné.

B / Les modalités d'insertion :

Le titulaire désignera un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur._

Le titulaire remettra une note relative à la mise en place des heures d'insertion au sein du lot en désignant les effectifs concernés.

Un tuteur sera nommé pour l'accueil et le suivi du candidat en entreprise.

Au cours de la prestation, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées dans le cadre du marché.

Dans le cadre de son engagement, plusieurs modalités d'exécution sont offertes à l'entreprise :

- 1^{ère} possibilité : l'embauche directe (CDI, CDD, contrats aidés, contrats en alternance) ;
- 2^{ème} possibilité : la sous-traitance ou la cotraitance d'une partie des prestations à une structure d'insertion par l'activité économique ou une structure du handicap. Le titulaire sous-traite à une entreprise ou un chantier d'insertion, une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH) une entreprise adaptée ou un ESAT, qui, employant le public-cible, met en œuvre l'action d'insertion. Les régies de quartiers peuvent aussi être mobilisées ;
- 3^{ème} possibilité : la mise à disposition de personnel par une association intermédiaire, une entreprise de travail temporaire d'insertion, une entreprise de travail temporaire (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail), une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA) ou un groupement d'employeurs pour l'insertion ou la qualification (GEIQ).

Les personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire et reconnues éligibles à la clause d'insertion, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause d'insertion, selon les règles définies par le facilitateur.

C / Volume d'heures réservé à l'insertion pour l'exécution du marché :

Le volume horaire de travail suivant leur est obligatoirement réservé, chaque année d'exécution du marché :

Lot n°	Nombre d'heures réservées à l'insertion pour l'exécution du marché
Lot 1 -entretien de l'assainissement fermé	300 heures
Lot 2 - entretien de l'assainissement ouvert	800 heures
Lot 3 - évacuation de terres issues de dérasement et curage de fossés	350 heures
Lot 4 - entretien des espaces verts sur le réseau de l'AGER Est.	1100 heures

D / L'accompagnement de l'action :

Pour ce faire, l'entreprise s'appuie sur le facilitateur désigné ci-après afin de valider l'éligibilité du public et la réalisation des heures d'insertion.

En outre, le facilitateur a pour missions :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la définition de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- d'identifier et de positionner, en lien avec les structures prescriptrices, le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion et organiser le suivi des publics en emploi ;
- d'informer et d'orienter le cas échéant sur l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Lot n°1, 2, 3 et 4	Coordination départementale de facilitateurs	Contact du facilitateur / du coordinateur.rice
Pour les 4 lots	INITIATIVES 77 - Véronique MARCHAND	v.marchand@initiatives77.org 06 74 17 80 45

E / Le suivi et l'évaluation de l'action d'insertion :

Le titulaire du marché remettra mensuellement au maître d'ouvrage et au facilitateur ci-dessus désigné les justificatifs (contrats, relevés d'heures, attestation) liés à la clause sociale d'insertion.

Dans un souci de pérennisation de l'emploi, si le titulaire choisit de faire réaliser un certain nombre d'heures à travers le recours à la sous-traitance, il devra remettre au maître d'ouvrage et au facilitateur le projet d'insertion réajusté et la ventilation des heures choisie. A défaut de présentation du projet réajusté, le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas valider les heures réalisées dans ce cadre.

En tout état de cause, le titulaire doit informer, le plus rapidement possible, le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

A l'échéance du marché, le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage le tableau récapitulatif des heures d'insertion réalisées attesté par le facilitateur.

1-7.7.2. Clauses environnementales

Les conditions d'exécution du marché comporte une clause environnementale qui prend en compte les objectifs de développement durable.

Ces conditions sont les suivantes : les prestataires de chaque lot devront être en possession d'une homologation ou certification dans le champ environnemental.

1.7.8. Ordre de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

À cet effet, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, pendant la durée totale du marché, d'intégrer des prix nouveaux, notifiés au titulaire par ordre de service. Ces prix seront par la suite contractualisés par avenant.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A- Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi.
- Les notices des programmes de réalisation par CEI et leurs annexes
- Le cahier des consignes générales de sécurité de l'AGER Est et son annexe
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le détail estimatif (DE).

B- Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédant la date de remise des offres indiquée en page 1 du présent document.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR ECOM2106868A).

C- Document remis par l'attributaire de chaque lot :

L'attributaire de chaque lot remettra au cours de la phase de préparation la décomposition des prix forfaitaires.

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1. TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)

Pour les tranches optionnelles définies à l'article 1.4 ne sont pas prévu ni indemnité de dédit ni rabais, et la décision d'affermissement de la (des) tranche(s) optionnelle(s) sera(ont) prise(s) au plus tard 280 jours à compter de la notification de la tranche ferme.

3.2. CONTENU DES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3.2.2. Règlement des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix

3.2.3. Dépôt de la facture

En dérogation à l'article 11.2 du CCAG, le/les paiement (s) est effectué sur présentation de factures conformément aux constats dressés par le titulaire du lot concerné. Le titulaire dépose sur la plate-forme en vigueur (actuellement CHORUS PRO) la facture via les paramètres qui lui auront été transmis au titre du marché, à savoir :

- Code SIRET de l'État ;
- Référence du service exécutant ;
- Numéro de l'EJ.

La dépose de la facture se fera une fois les prestations et les rapports validés.

Toutes factures déposées sans validation de la réception de la prestation pourra faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

3.2.4. Modalités de paiement – Intérêts moratoires

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- Ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- Décret n°2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Dans le cadre du présent marché, il y a obligation de transmettre les factures de manière dématérialisée. Les réglementations ci-dessous s'appliqueront même pour les micro-entreprises.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2.5. Gestion d'un sous-traitant

Le titulaire doit faire apparaître sur la facture la part du sous-traitant.

Le sous-traitant doit déposer dans les mêmes conditions que le titulaire sa facture de manière dématérialisée.

3.3. VARIATION DANS LES PRIX

3.3.1. Prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédent le mois de remise des offres. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.3.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le pouvoir adjudicateur ou son représentant du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont

donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.4. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature de la facture par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet via CHORUS PRO, avec les mêmes informations que le titulaire (n° EJ, Service exécutant, SIRET État), la facture pour les prestations relevant de son périmètre, les constats et la demande de paiement du titulaire ;
- La facture émise par le sous-traitant intègre le cas échéant : la gestion du remboursement de son avance, la variation des prix, les pénalités et primes.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Les spécifications de l'article 3-2.5 du CCAP s'appliquent aux sous-traitants à compter de la réception de la demande de paiement complète.

Le paiement direct des co-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le co-traitant transmet via CHORUS PRO, avec les mêmes informations (n° EJ, Service exécutant, SIRET État) que le titulaire la facture pour les prestations relevant de son périmètre, les constats et l'acceptation de la facture du titulaire ;
- La facture émise par le sous-traitant intègre le cas échéant ; la gestion du remboursement de son avance, la variation des prix, les pénalités et primes.

Les spécifications de l'article 3-2.5 du CCAP s'appliquent aux sous-traitants à compter de la réception de la demande de paiement complète.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2. PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Les stipulations du CCAG FCS sont seules applicables.

4.3. PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION

4.3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, la pénalité suivante : 750 euros par jour de retard (24h) à l'expiration du délai d'exécution.

4.3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4.3.3 Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.5.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €.

4.4. PÉNALITÉS ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXÉCUTION

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables.

4.4.1. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

4.4.2. Pénalité pour non remise en état des lieux

En cas de non remise en état des lieux, le titulaire du lot concerné prendra à sa charge le coût qu'aura dû engager le RPA majoré de 10 % du prix hors taxe de la facture que le RPA aura acquitté pour cette remise en état des lieux.

4.4.3. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Une pénalité de 200 euros sera appliquée en cas de manquement constaté aux règles de sécurité définies dans le marché, pour chaque infraction. Ces pénalités seront appliquées sur constatation d'un contrôleur désigné par le RPA ou son représentant.

4.4.4. Pénalité pour non respect des clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 50 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

4.5. PRIMES POUR RÉALISATION ANTICIPÉE DES PRESTATIONS

Sans objet.

4.6 INDEMNITÉS POUR ANNULATION TARDIVE DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Lorsque une nuit d'intervention est prévue pour le jour j et qu'elle est annulée, du fait du maître d'ouvrage, le jour j après l'heure de 13h00, le titulaire aura droit à une indemnité uniquement pour les postes (gros matériel et par équipe) ci-après et sous les conditions prévues ci-après.

- Par gros matériel mobilisé (hydrocureuse, aspiratrice-excavatrice, balayeuse, pelle-mécanique, épareuse, lamier, Poids-lourds) : 1300€
- Par équipe de 2 agents y compris petits matériels dont mini-pelle, compresseur, robot débroussailleuse .. : 1000€

La condition pour obtenir une indemnité est que le titulaire fournisse au plus tard j-1 de la date de fermeture à 13h, le détail des gros matériels prévus et le nombre d'agents.

Par ailleurs, s'il est constaté lors d'intervention que le nombre de gros matériels et

d'agents ne correspondent pas à ce qui a été déclaré, alors une pénalité d'autant sera prévue.

ARTICLE 5. CLAUDE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

5.2. AVANCES

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du lot est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant du lot diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Pour tous les lots, son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP à 5 % du montant initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est supérieure à deux mois. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2-4. ci-dessus compté à partir de la date de l'ordre de service lançant la période de préparation.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 50 % du montant TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi

que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1. PROCÉDURES LIÉES AU CODE DU TRAVAIL

Le marché est soumis aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail, les mesures à prendre pendant la mise en place sont précisées à l'article 7-6 ci-après.

7.2. PROGRAMME DE PRÉPARATION

Pour chaque lot, il est prévu une période de préparation d'une durée de 15 jours, permettant la réalisation des actions au 1.3 du présent CCAP. L'ordre de service lance la période de préparation.

L'attributaire de chaque lot remettra au cours de la phase de préparation la décomposition des prix globaux forfaitaires.

La période d'exécution sera lancée par OS.

7.3. CONDITIONS D'EXÉCUTION

7.3.1. Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux ouvrages de toutes sortes rencontrés pendant l'exécution des prestations.

7.3.2. Dégradations causées aux voies publiques

L'entrepreneur prendra toutes les précautions pour limiter, dans la mesure du possible, les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera en permanence les nettoyages nécessaires, les dépenses correspondantes étant entièrement à sa charge.

La réfection des voies publiques sera à 100 % à la charge de l'entrepreneur. Un état contradictoire de l'état des voies sera effectué, au besoin, avant le commencement des prestations.

7.3.3. Installation des chantiers du titulaire

Selon dispositions du CCTP.

7.3.4. Prise en charges des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – stockage, emballage et transport

A- Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B- Stockage, emballage et transports

Sans objet.

7.3.5. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Les fermetures et le balisage des voies seront réalisés par la DiRIF.

En revanche, il appartient au titulaire de signaler son chantier dans le périmètre de son intervention selon le CCGS de l'AGER EST et son annexe.

7.3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à la personne publique, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie-walkie...) ;

7.3.7. Mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

7.3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

A- Prise en charge des installations

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

B- Restitution des installations

Aucune stipulation particulière.

C- Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Aucune stipulation particulière.

7.3.9. Documentation technique

Sans objet.

7.3.10. Revendication des tiers

Sans objet.

7.4. CONDITIONS D'INTERVENTION

7.4.1. Selon le CCGS et son annexe.

7.5. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise titulaire du lot et sous-traitant et à son représentant habilité.

7.6 .DISPOSITIONS À PRENDRE PENDANT LA MISE EN PLACE DU MARCHÉ :

Plan de prévention

Conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, un plan de prévention est établi par les chefs d'entreprises.

La contribution de l'entreprise utilisatrice au plan de prévention est le CCGSE propre au lot concerné. La contribution des entreprises extérieures au plan de prévention est à établir par ces dernières.

7-7. DISPOSITIONS À PRENDRE PENDANT L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS SUR LE SITE

A - Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

B - Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

A son initiative ou à la demande d'un chef d'entreprise extérieure, le chef d'entreprise utilisatrice organise une ou des inspection(s) et réunion(s) auxquelles les chefs d'entreprises extérieures convoqués doivent obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

C - Le chef d'entreprise extérieure informe le chef d'entreprise utilisatrice de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au **A** du présent article.

ARTICLE 8. CONTRÔLE, ADMISSIONS ET GARANTIES

8.1. VÉRIFICATIONS QUALITATIVES ET QUANTITATIVES

Les vérifications qualitatives et quantitatives sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater de l'exécution du service.

Concernant le lot 3 (évacuation de terres issues de dérasement et curage de fossés) :

- L'entrepreneur remettra les BSD au représentant du RPA

Concernant les autres lots, les titulaires devront valider le constat réaliser(é) par le représentant du RPA.

Les titulaires indiqueront sur le fond d'une carte, la date et la nature des travaux réalisés.

8.2. GARANTIE(S)

8.2.1. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

8.2.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8.2.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- **CCAG :**

§CCAP 1.2.2	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
§CCAP 1.7.4	déroge à l'article	9.2 du CCAG
§CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
§CCAP 3.2.3	déroge à l'article	11.2 du CCAG
§CCAP 4-3-1	déroge à l'article	14.1.1 et 14.1.3 du CCAG
§CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

- **CCTG et CPC travaux publics :**

Sans objet.

- **Normes françaises homologuées :**

Sans objet.

- **Autres normes :**

Sans objet.